

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 3
Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_CP2025_0046

Relative à la prise en charge de la formation Bachelor Management et gestion d'entreprise mis en place entre le Conseil Départemental et la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCIM).

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseiller départemental absents :

Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2374 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant l'avis de la commission éducation, formation professionnelle et insertion en date du 18 mars 2025

Après en avoir délibéré, par

22 voix Pour
3 abstention(s)

Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Hélène POLLOZEC

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider la convention de financement relative à la formation de **Bachelor Management et gestion d'entreprise** ; formation proposée par la Chambre de l'industrie et de Commerce de Mayotte (CCIM)

Article 2 : d'octroyer à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte une subvention d'un montant total de **715 272€** (sept cent quinze mille deux cent soixante-douze euros) suivant le plan de financement de la formation

Financeurs Bachelor management	Montants
CCIM	281 710.8 €
Conseil Départemental	715 272 €
STAGIAIRES	45 000€
Coût total	1. 041 982. 8 €

La participation annuelle du Conseil départemental est fixée comme suit :

-Année 2025 – 2026 : **255 454,00 €**

-Année 2026 – 2027 : **234 784,00 €**

-Année 2027 – 2028 : **225 034,00 €**

Article 3 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65 du Budget du Conseil Départemental.

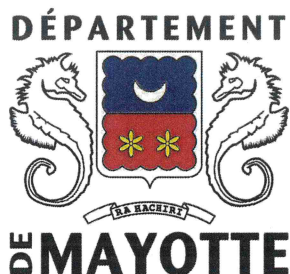
Article 4 : d'accorder aux stagiaires retenus pour suivre cette formation, le statut de stagiaire de la formation professionnelle (en mobilité et à Mayotte) sur la durée de leur formation

- Article 5 :** de mandater LADOM pour la prise en charge
- des frais pédagogiques des stagiaires en mobilité
 - la billetterie Mayotte/Madagascar
 - la rémunération des stagiaires en mobilité, conformément à la convention de mobilité signée entre le CD et LADOM
- Article 6 :** de mandater l'ASP pour la rémunération des stagiaires à Mayotte, conformément à la convention, sur la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, entre LAREFORM PRO DE MAYOTTE et l'ASP en vigueur
- Article 7 :** de solliciter à hauteur du pourcentage prévu par le programme des fonds européens, le remboursement des fonds avancés par le Conseil Départemental (dépenses réalisées) pour l'achat des prestations de services de formation. Ce remboursement intervient sur la base du cofinancement de l'Union européenne dans le cadre du Programme opérationnel FEDER CTE (INTERREG) 2021-2027.
- Article 8 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental ou son représentant de signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- Article 9 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI



CONVENTION N° XXX/CD/DAFPI/2024

Relative à la prise en charge de la formation Bachelor Management et gestion d'entreprise mise en place entre le Conseil Départemental et la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCIM).

ENTRE :

Le Département de Mayotte représenté par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSENI

ET

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte représentée par son Président, Monsieur Mohamed ALI HAMIDI

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- Vu** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2024_0019 du mardi 09 avril 2024 relative au Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte et du STM ;
- Vu** le rapport n°2024-XXX de Monsieur le Président du Conseil départemental relatif à la prise en charge de la formation Bachelor management et gestion d'entreprise.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Au vu de la dynamique de création d'entreprises à Mayotte, qui s'est intensifiée ces dernières années, il est nécessaire de mettre en place des formations pour accompagner et soutenir cette tendance.

Selon l'INSEE Mayotte, il y a une augmentation significative du nombre d'entreprises créées, avec une forte proportion de micro-entreprises, notamment depuis la mise en place de ce statut à Mayotte en mai 2020. Cependant, malgré cette croissance, le taux de création d'entreprises à Mayotte reste inférieur à la moyenne nationale. De plus, le nombre d'entreprises créées sous forme sociétaire augmente, ce qui indique une volonté de développement et de structuration des entreprises.

Face à cette évolution, il est essentiel de fournir aux porteurs de projets et aux futurs créateurs d'entreprises les compétences nécessaires en gestion d'entreprise. En effet, la majorité des entreprises créées n'ont pas de salariés au moment de leur création, ce qui souligne le besoin d'accompagner les entrepreneurs dans la gestion quotidienne de leur activité.

De plus, la diversification des secteurs d'activité dans lesquels les entreprises sont créées nécessite une offre de formation adaptée aux besoins spécifiques de chaque domaine (commerce, services aux entreprises, santé, etc.).

Enfin, la baisse de l'âge moyen des créateurs d'entreprises, avec une part croissante de jeunes entrepreneurs, souligne l'importance de proposer des formations qui leur sont destinées, afin de les aider à développer leurs compétences entrepreneuriales dès le début de leur parcours professionnel. Le Département de Mayotte, à travers son Schéma régional de développement économique, a mis l'accent sur l'emploi et la formation en établissant des orientations stratégiques.

Ces orientations visent à permettre aux entreprises industrielles, artisanales, du tourisme et du commerce de se développer et de se démarquer, tant au niveau régional qu'international.

Ainsi, le Conseil départemental accorde une priorité à la mise en place de formations de haute qualité pour les hommes et les femmes qui joueront un rôle clé dans le développement économique de Mayotte dans un avenir proche. L'intégration des Mahorais dans son environnement sera facilitée par l'économie. Les périodes d'immersion à l'étranger permettent de découvrir les opportunités d'affaires à l'international.

Dans un contexte économique mondialisé, il est essentiel que tant les individus que les organisations puissent s'adapter, exercer leurs activités et être performants dans un environnement international. En effet, l'éducation et l'intégration des jeunes Mahorais est une préoccupation majeure tant pour les responsables politiques que pour les professionnels.

Ces derniers considèrent que la mobilité est l'une des clés du succès de la stratégie de croissance économique des îles, en raison du développement de nouvelles filières et des besoins en main-d'œuvre qualifiée et compétitive.

Article 1 : Objet de la convention

Pour faire face à ces défis économiques, la mise en place de formations en gestion d'entreprise est essentielle pour accompagner et soutenir les porteurs de projets et les futurs entrepreneurs dans le développement et la pérennisation de leurs activités.

Objectifs :

- Mettre en place une formation diplômante de haut niveau sur trois ans en gestion d'entreprise à Mayotte.
- Obtention d'un diplôme de niveau BAC+3 d'excellence en partenariat avec un établissement français de renom.
- Intégrer une dimension de mobilité internationale dans le parcours de formation pour favoriser l'ouverture culturelle et l'acquisition d'expériences internationales
- Offrir une formation de haut niveau en gestion d'entreprise à Mayotte, tout en favorisant l'ouverture sociale, géographique et internationale, et en garantissant l'accès à tous les talents, indépendamment de leur origine sociale ou familiale.

Article 2 : Définition des actions proposées

Le projet débute en 2024 avec la mise en place et le renforcement des partenariats stratégiques. De 2025 à 2028, la CCI Mayotte, en collaboration avec l'École Supérieure de Commerce de Limoges, membre du réseau CCI France, et l'Institut Supérieur de la Communication, des Affaires et du Management (ISCAM) à Madagascar, développera un programme de management sur trois ans. Ce programme proposera une formation généraliste axée sur le management et la gestion des entreprises, délivrant un diplôme de niveau BAC+2 en deuxième année et un diplôme de niveau BAC+3 en troisième année.

a) Coursus : Bachelor Management et d'entreprise

Programme de la **1^{ère} et 2^{ème} année** : AGAE (Assistante de Gestion et d'Administration d'Entreprise)

Matières	Modules de formation	Volume Horaire et Ventilation		
Bloc 1 – Participer à l'optimisation du fonctionnement interne de l'unité/service sur les plans administratif et organisationnel (valeur minimale de validation : 08/20)		210	A1/129H 30	A2/80H30
Ecrits professionnels	M1.1 - Maîtriser les écrits professionnels (+Certification voltaire)	42H	52H30	-
Gestion administrative	M1.2 - Structurer les procédures	28H	28H	-

	administratives			
Informatique	M1.3 - Gérer les agendas des collaborateurs	7H	7H	-
Organisation administrative	M1.4 - Gérer les réunions et les déplacements des collaborateurs	28H	-	28H
Achats	M1.5 - Opérer les achats généraux	14H	-	14H
Informatique	M1.6 - Elaborer les outils de pilotage propres à l'activité (+PCIE)	31,5H	17H30	14H
Informatique	M1.7 - Rechercher, formaliser et diffuser l'information (+PCIE)	49	24H30	24H30
Bloc 2 – Opérer le suivi administratif et des conditions de travail du personnel de l'unité/service (valeur minimale de validation : 08/20)		174H	A1/59H30	A2/87H30
Veille réglementaire	M2.1 - Opérer une veille réglementaire	21H	21H	-
Ressources humaines	M2.2 - Effectuer les formalités d'entrée et de sortie d'un collaborateur	14H	14H	-
Ressources humaines	M2.3 - Constituer et suivre les dossiers du personnel	7H	7H	-
Ressources humaines	M2.4 - Accompagner les salariés au quotidien 3		17H30	17H30
Tableaux de bord RH	M2.5 - Collecter et transmettre les données RH	28H	-	28H
CSE	M2.6 - Participer au bon fonctionnement du CSE de l'entreprise	21H	-	21H
Information sociale	M2.7 - Contribuer à la diffusion de l'information sociale	21H	-	21H

Bloc 3 – Préparer et suivre les éléments de gestion comptable et budgétaire de l'unité/service (valeur minimale de validation : 08/20)				
Comptabilité	M3.1 - Etablir, enregistrer et suivre le règlement des factures	56H	56H	-
Comptabilité	M3.2 - Assurer le suivi de la trésorerie de l'entité	28H	14H	14H
Comptabilité	M3.3 - Réaliser la déclaration de la TVA	14H	-	14H
Comptabilité	M3.4 - Préparer les éléments comptables	21H	-	21H

Comptabilité	M3.5 - Contribuer à l'élaboration du budget prévisionnel	14H	-	14H
Bloc 4 – Participer au développement commercial de l'unité/service (valeur minimale de validation : 08/20)		98H	A1/98H	A2/0H
Techniques d'accueil	M4.1 - Être un professionnel de l'accueil omnicanal	28H	28H	-
Prospection	M4.2 - Participer à la prospection omnicanale de nouveaux clients	28H	28H	-
Suivi des clients	M4.3 - Assurer le suivi des clients	28H	28H	-
Reporting	M4.4 - Participer au reporting de l'activité commerciale	14H	14H	-
Bloc 5 – Ouverture à l'international		161H	A1/70H	A2/84H
Anglais professionnel	M5.1 - Communiquer en anglais professionnel	35H	17H30	17H30
Anglais conversation	M5.2 - Communiquer en anglais (conversation)	21H	-	21H
Commerce international	M5.3 - Appréhender le commerce à l'international	77H	52H30	21H
Culture internationale	M5.4 - Développer une culture à l'international	28H	-	24H30
Modules complémentaires		182H	A1/84H	A2/105H

À la fin de cette deuxième année un examen sera proposé pour la validation d'un diplôme de niveau BAC+2 (Assistant(e) de Gestion et Administration en Entreprise Code RNCP : 36390) qui permettra par la suite de poursuivre en 3ème année.

Programme de la 3ème Année : Bachelor Management et Gestion d’entreprise

Modules de formation

BLOC 1 : Entreprendre un projet de transformation au sein d'une entreprise, à créer ou existante, dans un monde complexe et en mutation – 119 heures
1. L'évaluation du contexte du projet entrepreneurial, de son écosystème et de sa position sur son marché
La qualification des attentes et besoins des clients
L'évaluation des potentiels de développement
L'identification des tendances du marché, de ses menaces, risques et opportunités
L'identification des facteurs d'incertitude
La détermination des forces et faiblesses de l'entreprise
2. L'élaboration de la stratégie générale du projet entrepreneurial
La fixation d'objectifs à moyen et long terme en fonction de l'analyse du contexte
L'allocation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie
3. L'élaboration d'un modèle d'affaires cible pour le projet entrepreneurial
La réalisation d'une étude de marché
La clarification des offres, de leur proposition de valeur et de leurs cibles
La définition du positionnement des offres
La formalisation du modèle d'affaires du projet entrepreneurial

- Pas de contrôle continu pour la validation de ce bloc
- Modalité d'évaluation : Un Business Plan et une présentation oral

BLOC 2 : Choisir, manager et fidéliser les parties-prenantes de l'entreprise - 133 heures

4. L'élaboration des stratégies et des processus opérationnels du projet entrepreneurial

Le choix du cadre juridique le plus adapté pour le développement du projet

5. L'établissement des budgets prévisionnels du projet entrepreneurial

L'identification et estimation des coûts générés par l'activité de l'entreprise et ses besoins de financement

L'identification et estimation des ressources financières potentielles et avérées du projet entrepreneurial

La consultation d'experts en matière de financement

L'évaluation des modes de financement adaptés aux contextes et objectifs du projet entrepreneurial

6. La recherche des financements et partenaires nécessaires à la réalisation du projet entrepreneurial

L'identification des partenaires financiers potentiels

- Pas de contrôle continu pour la validation de ce bloc
- Modalités d'évaluations : élaborer la stratégie de recrutement d'une équipe

BLOC 3 : Piloter l'activité, la performance et la stratégie de l'entreprise à toutes les étapes de sa vie - 133 heures

7. Le choix des équipes internes et partenaires de l'entreprise

La quantification et qualification des besoins en compétences de l'entreprise

La définition d'une politique inclusive de sélection et d'intégration de nouveaux collaborateurs, alignée avec les orientations RSE de l'entreprise

Le recrutement (ou participation au recrutement) de nouveaux collaborateurs en relation avec le service RH et/ou une agence spécialisée, le cas échéant

L'identification des dispositions répondant au besoin d'intégration de nouveaux collaborateurs

8. La gestion opérationnelle des équipes de l'entreprise en application de la législation et de la réglementation en vigueur

La conduite des entretiens annuels et d'évaluation des collaborateurs

La gestion des parcours des collaborateurs au sein de l'entreprise

L'identification des facteurs pouvant influencer les conditions de travail et du fonctionnement de l'entreprise

La prise en compte des intérêts de l'entreprise et ceux des collaborateurs

Le suivi des processus associés à la gestion sociale et administrative des collaborateurs

9. La mise en place de techniques managériales et relationnelles favorisant l'attractivité de l'entreprise et la fidélisation des collaborateurs

L'identification de ses propres forces et faiblesses

La détermination d'éléments pouvant influencer la motivation et l'engagement des équipes

La prise en compte des attentes et des besoins de chaque collaborateur

10/ Le pilotage des stratégies et des processus opérationnels de l'entreprise

La prise en compte des ressources disponibles

La fixation d'objectifs

La qualification des besoins et des attentes des clients

L'identification des tendances du marché, de ses menaces, risques et de ses opportunités

10. Le pilotage de la performance de l'entreprise

La fixation d'objectifs financiers et extra-financiers

Le contrôle et suivi des budgets

11. Le pilotage de la stratégie générale de l'entreprise

L'observation de l'environnement et du contexte

L'évaluation de la méthode d'évaluation prévue de la stratégie générale

La prise en compte des intérêts et des enjeux pour l'entreprise et pour les collaborateurs

L'identification des facteurs de risque et d'incertitude

L'évaluation du choix des décisions à prendre, le cas échéant

L'identification des priorités, des opportunités et des facteurs d'incertitude et de mutation

L'évaluation de la répartition des ressources nécessaires à la mise en place des projets

La fixation d'objectif

- Pas de contrôle continu pour la validation de ce bloc
 - Modalités d'évaluations : Plan de pilotage de l'entreprise
- La validation du diplôme : Chef d'entreprise développeur de pme, code RNCP : 37663, se fait après évaluation et validation des blocs de compétences.

La 3^{ème} année est composée comme suit :

- 3mois de mobilité (de septembre à décembre) avec 399 heures de face à face pédagogique
- 70h d'accompagnement
- 21h d'évaluation plus de mois de stage (facultatif)

Au-delà de la découverte d'une nouvelle culture entrepreneuriale, la mobilité d'étude à Madagascar, peut apporter une autre vision sur la culture d'entreprendre. Influencer sur une autre culture de management, de diversité mais également une inclusion authentique dans l'ouverture à l'Internationale.

Article 3 : Missions confiées à la CCIM par le Conseil Départemental de Mayotte

Afin de réaliser les actions contractualisées, la CCIM pourra prendre toutes les dispositions qu'elle jugera utile et nécessaires et procéder aux conventionnements adéquats avec les partenaires identifiés.

La CCIM s'engage à :

- assurer le suivi complet des stagiaires couverts par la présente convention, (suivi administratif, logement, transport...) pour la durée de l'action,
- accueillir, informer et inscrire administrativement les stagiaires sélectionnés pour suivre la formation,
- informer chaque bénéficiaire des conditions administratives et juridiques du déroulement de la formation,
- informer les stagiaires retenus des exigences et conditions juridiques de séjour en tant qu'étrangers séjournant sur le territoire malgache
- procéder à la recherche et au suivi de l'hébergement pour chaque stagiaire conformément aux modalités prévues à l'annexe financière de la présente convention
- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faciliter l'entrée, le séjour et la circulation des stagiaires mahorais sur le territoire mauricien. Elle entreprend toutes les démarches y afférentes.

Article 4 : Engagement du Conseil Départemental de Mayotte

Le Conseil Départemental de Mayotte s'engage à prendre en charge, via son prestataire LADOM :

- le statut de chaque bénéficiaire demandeur d'emploi sous le statut de stagiaire de la formation professionnelle,
- une rémunération mensuelle pour toute la durée du parcours de formation, une indemnité d'installation de chaque bénéficiaire d'un montant de 800 euros à servir en une seule fois pour toute la durée du parcours de formation en mobilité,

- les frais pédagogiques de l'action,
- les autres frais pris en charge directement par le Département et versés à la CCIM sont:
- les frais de formation pour l'accompagnement pédagogique et technique de chaque stagiaire,
- la communication qui sera réalisée pour promouvoir les actions

Article 5 : Statut et engagement des stagiaires

Les personnes qui seront retenues pour suivre cette formation bénéficieront de la part du Conseil Départemental de Mayotte, du statut de stagiaires de la formation professionnelle en situation.

En conséquence, le stagiaire s'engage à :

- suivre son parcours de formation
- fournir l'ensemble des pièces administratives nécessaires à la constitution de son dossier ainsi qu'à la prise en charge de sa situation de stagiaire de la formation professionnelle en situation de mobilité,
- s'acquitter des frais d'immigration et de visa nécessaires pour le séjour à Madagascar

Article 6 : Information du Conseil Départemental

La CCIM s'engage à mettre à disposition du Conseil Départemental de Mayotte les données nominatives, quantitatives et qualitatives extraites de son système d'information relevant de l'exécution de la présente convention.

En tant que de besoin, le Conseil Départemental peut également demander la transmission de ces mêmes données pour permettre à ses services de procéder aux éventuels ajustements financiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 : Publicité et communication médias des actions

A chaque fois qu'elle doit faire une communication à travers la presse ou les médias, la CCIM s'engage à prendre préalablement une autorisation écrite du Conseil départemental qui donnera son avis et/ou se joindra à l'opération concernée. En cas de réponse favorable du Conseil Départemental, la CCIM s'oblige à respecter les modalités de cet accord et à effectuer toutes les formalités de publicité relatives à la participation du Conseil Départemental, dans le cadre des actions réalisées à travers l'exécution de la présente convention.

Article 8 : Financement de l'opération

L'action de formation prévue dans le cadre de cette convention fait l'objet de plusieurs financements :

1. Le Conseil Départemental de Mayotte participe à l'opération dans le cadre de la formation professionnelle. Il prend en charge le coût pédagogique des actions et les frais de rémunération liés aux stagiaires, la communication sur les actions et l'accompagnement à la réalisation des projets.

2. L'Etat participe au financement de cette action via LADOM sur le volet transport Billetterie) conformément aux dispositifs de la continuité territoriale.

3. Les stagiaires auront à leur charge environ 15% des frais pédagogiques, soit 1000 € par an, pouvant être réglés en 10 fois sans frais, soit 100 € par mois.

4. L'Union européenne dans le cadre du Programme opérationnel FEDER CTE (INTERREG) 2021-2027

ARTICLE 9 : Modalités de paiement

Pour un montant total **de 715 272 €** (sept cent quinze mille deux cent soixante-douze **euros**) réparti comme indiqué ci-dessous :

-Année 2025 – 2026 : 255 454,00 €

-Année 2026 – 2027 : 234 784,00 €

Année 2027 – 2028 : 225 034,00 €

Les paiements sont définis comme suit annuellement :

- **80 %** du montant en début d'année pour permettre la mise en œuvre de la formation (campagne d'information, sélection etc...)

- **20 %** représentant le solde sous conditions de transmission d'un bilan financier, des états nominatifs de présence, d'un bilan pédagogique

ARTICLE 10 : Imputation budgétaire

Le financement de la présente convention sera prélevé sur le chapitre 65 du budget du Conseil Départemental

ARTICLE 11 : Compte bancaire du bénéficiaire

Le paiement sera effectué au profit de la CCIM sur son compte dont les références suivent :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
18719	00091	00913324800	97

IBAN (International Bank Account Number)

Article 12 : Contrôle technique et financier du Conseil Départemental

Le contrôle technique et financier sur pièces et sur place sera exercé par les services du Conseil Départemental ou par toute autorité qui aura été habilitée à cet effet par le Président du Conseil Départemental de Mayotte.

La CCIM s'engage à :

- accorder un droit d'accès à toutes les pièces nécessaires au contrôle de l'exécution de la présente convention et de la réalité des coûts présentés ;
- tenir à la disposition du Conseil Départemental les documents attestant de sa situation vis-à-vis des organismes sociaux et fiscaux ;
- conserver toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses de la présente convention pendant un délai de 5 ans après le dernier paiement ;
- utiliser un système de comptabilité analytique ou de répartition analytique des dépenses réellement encourues au titre de la présente convention sur la base de clés objectives et vérifiable.

Article 13: Trop perçu ou dépassement

Dans l'hypothèse où le coût des opérations serait inférieur au montant prévu et aux sommes versées, le trop perçu sera reversé au budget du Conseil Départemental. En cas de dépassement de l'enveloppe financière inscrite à la présente convention au titre de la participation du Conseil Départemental, la CCIM s'engage à prendre en charge toutes les dépenses afférentes aux actions relevant de ce dépassement.

Article 14 : Remboursement

Dans le cas où la sincérité des justificatifs est mise en cause, les sommes indûment versées feront l'objet d'un remboursement au Conseil Départemental de Mayotte.

Article 15 : Durée de validité de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de validité allant du 01/01/2025 au 31/07/2028

Article 16: Avenant- Résiliation

Toute modification des dispositions relatives à la présente convention doit impérativement faire l'objet d'un consentement mutuel entre les parties.

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis obligatoire de 3 mois au minimum.

En cas de résiliation :

- **La CCIM** remplira jusqu'à la fin les engagements nés de actions déjà engagées, le paiement des sommes et la production des documents correspondants.

- **Le Conseil Départemental** versera à la CCIM les fonds nécessaires et s'acquittera des montants correspondants au prorata des prestations réalisées par la structure.

ARTICLE 17: Litige

En cas de litige issu de l'application de la présente convention, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Mayotte.

Etablie en 2 exemplaires

Fait à Mamoudzou, le

Le Président de la CCIM

Le président du Conseil Départemental

Ben Issa OUSSENI